HAL
open science

Résistance ou écrasement. Mises en scène de la domination sur deux terrains d'enquête contrastés

Laurent Bazin

To cite this version:

Laurent Bazin. Résistance ou écrasement. Mises en scène de la domination sur deux terrains d'enquête contrastés. José-Angel Calderón; Valérie Cohen. Qu'est-ce que résister ? Usages et enjeux d'une catégorie d'analyse sociologique, Septentrion, pp.69-83, 2014, 978-2-7574-0781-3. 10.4000/books.septentrion.3382 . hal-01382107

HAL Id: hal-01382107

https://hal.science/hal-01382107v1

Submitted on 15 Oct 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Résistance ou écrasement
Mises en scène de la domination sur deux terrains d'enquête contrastés

Laurent Bazin
CNRS-CLERSÉ, IRD-CESSMA

Pré-publication d'un texte publié dans :
Calderón J. A. & Cohen V. (dir.) : *Usages et enjeux de la résistance comme catégorie d'analyse en sociologie*. Lille, éd. Septentrion, 2014 : 69-83.

Résumé
Avant d'être une catégorie qui fait retour dans les études sociologiques, le terme de résistance est (re)devenu un mot d'ordre fréquent de combats politiques et de luttes sociales en France. Ce texte met en regard deux enquêtes de terrain dans des univers extrêmement contrastés : l'une concerne une municipalité communiste de l'ex-bassin minier du Pas-de-Calais au début des années 2000 ; l'autre différentes situations de travail en Ouzbékistan entre 2003 et 2006. Dans le premier cas, la résistance est un mot d'ordre porté par de multiples acteurs de la mairie, de la section du parti communiste et du tissu associatif. La municipalité s'efforce en particulier de faire de la « résistance au marché » un pilier d'une histoire et d'une identité locales. En Ouzbékistan au contraire, les travailleurs se décrivent écrasés par l'oppression de l'État : toute forme de contestation et de résistance est ici indicible, voire inimaginable, tant elles sont porteuses de danger de mort. Pourtant, l'examen de la structure de la communication entre l'ethnologue et les sujets dans le cadre de l'enquête elle-même permet d'aller au-delà de ce simple constat, et d'examiner de manière plus globale les modalités de mise en scène de la domination propres à chacun de ces deux univers. Sur le terrain français, la résistance au marché se construit aussi dans le marché : marché politique sur lequel le parti communiste tente alors de se positionner pour s'y trouver aussitôt dévalué ; marché de la communication, dont les techniques de production de spectacle sont de plus en plus sophistiquées, entraînant une déréalisation et une confusion toujours plus grande entre le réel et la fiction ; en Ouzbékistan au contraire, la production de fiction, contrôlée par l'État, repose sur un mécanisme de propagande qui ne se confond nullement avec la réalité quotidienne.

Mots clés

Résistance — anthropologie — ethnologie – Parti communiste – Marché – politique-fiction – spectacle — industrie médiatique — Communication — ingénierie de la communication —— Ouvriers — Travailleurs — Bassin minier — France — Ouzbékistan

Laurent BAZIN est anthropologue au CNRS, mis à disposition de l'Institut de recherche pour le développement (IRD). Il est membre du CLERSÉ (Centre lillois d'études et de recherches sociologiques et économiques) et du CESSMA (Centre d'études en sciences sociales sur les mondes africains, américains et asiatique). Il est en accueil à l'université d'Oran, Algérie (2014-2016).
http://www.cessma.univ-paris-diderot.fr/spip.php?article248
http://clerse.univ-lille1.fr/spip.php?article115

Résistance ou écrasement
Mises en scène de la domination sur deux terrains d'enquête contrastés

Laurent Bazin
CNRS-CLERSÉ, IRD-CESSMA

Depuis plus d'une dizaine d'années, en France, l'usage de la notion de résistance se répand, porté par une multitude d'acteurs, comme un mot d'ordre face au néolibéralisme, à la globalisation, aux politiques économiques de l'État ou de l'Union européenne, aux transformations institutionnelles qui en dérivent et qui organisent, par la transplantation des mécanismes du marché, la soumission de l'ensemble du fonctionnement du secteur public aux logiques marchandes ; elle est convoquée également lorsqu'il s'agit de se confronter aux décisions d'entreprises dominées par la finance (réductions des effectifs, fermetures d'usines, délocalisations, fusions et rachats, mais aussi changements organisationnels ou toutes formes de maltraitance des salariés) ; elle surgit, enfin, pour indiquer le refus de se soumettre à des politiques jugées particulièrement iniques, telle celle qui organise la criminalisation et le refoulement des étrangers et qui se dramatise de manière ininterrompue depuis une trentaine d'années. Le terme « résistance » employé dans de telles situations est malléable et polysémique. Il signifie en effet une myriade d'attitudes face à une domination et des décisions estimées injustes, néfastes ou malveillantes : révolte, lutte ouverte, sédition, refus d'obtempérer, organisation d'une désobéissance silencieuse ou déclarée, détournement des règles, ou encore l'ensemble des petites actions quotidiennes qui mettent à distance la domination, en aménagent les termes, en soulagent la pression. L'utilisation du terme de résistance puise dans un répertoire ancien et une tradition de luttes face à l'oppression politique ou l'exploitation économique. La Résistance durant l'occupation allemande de la seconde Guerre mondiale en représente l'acmé : sacralisée, elle est devenue une sorte d'éponyme de l'ensemble de ces luttes et de ces illégalismes[1].

Un dossier du quotidien *Le Monde* y faisait référence récemment[2], soulignant notamment l'entrée en scène d'anciens Résistants dénonçant la politique menée par le gouvernement du président français Nicolas Sarkozy, et l'usage que ce dernier faisait des références à la Résistance. Car la Résistance est par excellence la source de légitimation de l'État français contemporain, qui continue de s'en réclamer et d'en revendiquer l'héritage. C'est que la résistance, avec ou sans majuscule, est un capital symbolique disputé, et donc partagé. Tout comme la multitude d'agents contestataires évoqués plus haut, les acteurs vieillissants de la Résistance cités par *Le Monde* trouvaient, quant à eux, dans les injustices sociales, économiques et politiques de la situation présente des raisons de se révolter. Ce

[1] selon le terme de Michel Foucault.
[2] « Quand la Résistance électrise le présent », *Le Monde*, 15 avril 2011.
[3] Voir l'analyse détaillée dans L. Bazin (2004).
[4] J'emprunte ce terme au titre d'un recueil de nouvelles du romancier Manuel Vasquez Montalbán (*Histoires de politique fiction*, éd. 10/18, 1990), mais en lui donnant bien sûr une tout autre signification.
[5] « Quand la Résistance électrise le présent », *Le Monde*, 15 avril 2011.
[6] Voir L. Bazin, partie 1 « Ouvriers paysans », in L. Bazin, B. Hours & M. Selim (2009).

dossier faisait d'ailleurs suite à la publication par Stéphane Hessel de l'opuscule *Indignez-vous*, qui a connu un tel succès que son titre est devenu, en 2011, le nom générique que se sont donné les mouvements de protestation qui ont surgi contre les effets sociaux de la crise financière et les politiques d'austérité menée en Espagne, en Grèce, au Portugal… et même aux États-Unis.

Cette généralisation de l'usage du terme de résistance complique son utilisation comme catégorie analytique dans le domaine des sciences sociales. Comment en effet construire d'une manière heuristique un concept sociologique à partir d'un mot disputé, partagé, brandi comme le cri de ralliement des causes les plus diverses ? Une définition restrictive jetterait à la trappe des usages qui, pour n'être pas scientifiques, n'en correspondent pas moins aux désignations par les acteurs de leurs propres pratiques, de leur positionnement et de leurs intentions. Comment trancher entre des modes d'action qui correspondraient « scientifiquement » à de la résistance, et d'autres qui n'en seraient pas ? A l'inverse, une définition par trop englobante risquerait de perdre toute pertinence et ne faire que répéter les stratégies discursives des acteurs, sans parvenir à s'en distancier. La tâche qui se présente est donc bien plutôt d'analyser le phénomène que constitue la diffusion de la notion de résistance et la variété des usages qu'elle recouvre dans la période présente. Il ne fait guère de doute que ce phénomène est lié à un durcissement et une unification des modes de domination par le biais du marché. Mais que signifie le mot « résistance » dans la conscience et dans le positionnement de la multitude d'acteurs qui invoquent cette notion ? A quoi correspondent les pratiques ainsi désignées ?

Je propose dans cette contribution d'ouvrir quelques pistes de réflexion dans cette voie, en examinant tour à tour les résultats de deux enquêtes ethnologiques sur des terrains que tout oppose. Le premier concerne une ville de l'ancien bassin minier du Pas-de-Calais dans laquelle j'ai mené une investigation de 2000 à 2002. Claves, je l'appellerai ainsi, est une commune de l'agglomération de Lens dirigée par le parti communiste depuis 1929. Dans cette ville, où mes observations ont porté sur la municipalité et la section locale du parti communiste, la résistance est un mot d'ordre politique. Mais elle est plus que cela : elle constitue une matrice symbolique essentielle de l'imaginaire politique dans lequel les acteurs se meuvent. Le second terrain d'enquête, ouvert en Ouzbékistan de 2003 à 2006, présente un parfait contraste avec la situation française étudiée. Dans la capitale de cette république postsoviétique, Tachkent, ce sont les rapports de travail que j'ai pris pour champ d'observation, en m'intéressant à diverses situations d'emploi. Enfermés dans une dictature oppressive, les sujets se montrent soumis face au pouvoir, se décrivant dans une situation d'écrasement qui les prive de toute possibilité d'aller à l'encontre de l'autorité.

La comparaison entre ces contextes met en relief des configurations inversées dans lesquelles chacun des termes de l'alternative — résistance ou écrasement — a pour objet de voiler son apparent contraire. On s'intéressera alors aux modes de communication en jeu dans chacun des contextes, afin de replacer les logiques observées dans le cadre de l'ordonnancement des rapports de domination où elles naissent et prennent sens. C'est en effet la nature précise des rapports de domination et la manière dont ceux-ci s'exercent, sont signifiés et mis en représentation qu'il faut saisir si l'on veut comprendre comment les acteurs y font face et quels espaces d'autonomie ils s'aménagent.

Claves, terre de résistance et d'espérance

Menée durant deux ans entre février 2000 et juin 2002, mon enquête a porté sur les champs d'intervention de la municipalité et le tissu associatif, avant de se focaliser sur la section locale du parti communiste, élus, responsables et militants. Elle a donc concerné en premier lieu les acteurs de la commune qui se trouvaient les dépositaires de l'autorité, et ceux

qui étaient en relation avec eux par le biais des activités militantes politiques, syndicales ou associatives.

La municipalité avait adopté quelques années auparavant comme devise de la commune : « Claves, terre de résistance et d'espérance ». Elle avait organisé pour les festivités de l'an 2000 un spectacle son et lumière intitulé « Résistances », et publié cette rétrospective dans la *Gazette* municipale, sous le titre « Résistances à Claves à travers les siècles. La désobéissance du cœur face à la légalité inhumaine ». La résistance ainsi reconstituée parcourait les siècles, de la préhistoire au présent, en passant par la Révolution française, l'histoire des mines, la Première et la Seconde guerres mondiales... et jusqu'à l'élection en 1929 du premier maire communiste de la ville, aussitôt exclu du parti pour avoir fait alliance avec une liste d'obédience chrétienne. Outre l'histoire des luttes minières, l'existence d'un héros local de la Résistance, militant du parti communiste, entré précocement dans l'action clandestine en mai 1940 et abattu par la Gestapo en 1942, étaye la revendication de la « résistance » comme trait distinctif et atemporel de la ville. La municipalité soutint la publication de son journal de résistant sous forme d'un livre illustré de photographies qui parut à la fin de l'année 2001.

En janvier 2000, le district de Lens-Liévin devenait communauté d'agglomération, en vertu de la loi Chevènement promulguée l'été précédent. Il dépossédait les communes d'une partie de leurs compétences et captait les revenus de la zone industrielle de Claves (la plus vaste localement), ouvrant un nouveau front de conflit, si bien que certains élus désignaient leur ville comme un « village d'Astérix » qui résistait « encore et toujours » aux assauts visant à réduire son indépendance.

Cette identification au village gaulois irréductible, poursuivant avec ténacité son combat face aux dominations extérieures, prend sens par rapport à un mouvement de marginalisation aux facettes multiples, qui implique chez les acteurs la conscience aiguë de leur isolement. La relégation du bassin minier et le désengagement de l'État occupent une place essentielle dans la combativité investie par les leaders locaux. Glorifiés et mythifiés, les conflits du secteur minier ont depuis longtemps cédé la place à des luttes défensives, contre la fermeture des mines d'abord, puis plus récemment contre les « plans sociaux » affectant des entreprises installées dans la zone industrielle de Claves ou celles de la métallurgie lilloise où travaillaient de nombreux militants locaux. Enfin, c'est le parti communiste lui-même qui voit son importance décroître au niveau national, la sphère politique nationale étant elle-même englobée dans l'Union européenne. Le maire de Claves ne perdait d'ailleurs aucune occasion de rappeler que la commune avait voté majoritairement contre le traité de Maastricht en 1992.

La période de l'enquête correspond donc précisément à un travail symbolique autour de la notion de résistance, par laquelle les élites municipales entendent subsumer une identité locale atemporelle dans laquelle elles s'ancreraient : c'est par ce moyen qu'elles entreprennent de re-signifier leur positionnement politique vis-à-vis de processus englobant extérieurs à la commune. C'est le marché, le libéralisme et la mondialisation, emblématisés par l'Union européenne et le capitalisme financier, qui fournissent principalement le cadre de cette opposition.

Or, cette période est justement celle des deux dernières années du gouvernement de la coalition de « Gauche plurielle », qui associe au pouvoir le parti socialiste et ses alliés communistes et écologistes. L'orientation des politiques économiques mises en place par le gouvernement suscite alors une vive opposition des militants, des leaders locaux du parti communiste et des dirigeants associatifs qui leur sont souvent proches. Ils voient en elle une application des injonctions libérales de l'Union européenne concernant notamment la mise en œuvre de mécanismes de marché dans des secteurs relevant de monopoles publics (électricité, téléphone, train etc.). Le ministre communiste des transports, qui organise l'insertion de la SNCF sur un « marché » concurrentiel malgré l'opposition du syndicat des cheminots dont il

est issu, est fréquemment donné en exemple, par de nombreux militants, sur le mode de la désapprobation, de l'incompréhension, voire de la colère.

La plus aiguë des contradictions auxquelles sont confrontés les acteurs locaux est celle qui touche de parti communiste lui-même, non seulement du fait de son appartenance au gouvernement, mais également du fait de sa « mutation » engagée à l'initiative du secrétaire général Robert Hue. Cette « mutation », qui vise alors à « normaliser » le Pcf et à enrayer sa marginalisation, s'efforce de le placer dans une position nodale de la contestation antilibérale. Voulant rompre avec le « centralisme démocratique », elle constitue une tentative paradoxale d'ajustement du parti aux principes de la gouvernance. Basée sur la mise en place d'une « organisation en réseau », la recherche d'un « dialogue avec la société civile » et la production d'une image qui tente de se conformer aux attentes de cette dernière, la « mutation » proclame en outre la « souveraineté » de chacune des instances (fédérations, sections, etc.) et de chacun des adhérents. Elle a pour effet, dans cette période des années 2000-2002 d'accentuer le désarroi des militants communistes d'une ville ouvrière frappée par la désindustrialisation telle que Claves. Le conflit ouvert entre la direction nationale et la Fédération du Pas-de-Calais en est à la fois un symptôme et un catalyseur. Cette dernière est en effet durant cette période la seule fédération qui soit majoritairement et constamment opposée à la « mutation ». Elle est accusée de « stalinisme » et de « résistance au changement » par les divers commentateurs politiques et au sein même de l'appareil communiste, selon un procédé de disqualification empruntant curieusement au registre des « réformes » libérales et du management des entreprises. La fédération accuse pour sa part la direction de vouloir dissoudre le parti pour devenir l'aile gauche du PS, ou encore lui reproche de souhaiter se débarrasser de sa base militante pour mieux le réformer en une organisation en réseaux. La « mutation » du Pcf est donc un objet supplémentaire de résistance locale, qui renforce le sentiment d'isolement et démultiplie l'adversité, divise et morcelle l'ensemble du mouvement communiste.

Abandonnant son dogme marxiste antérieur, le parti conserve comme axe la dénonciation des licenciements et fermetures d'usine, des délocalisations, du chômage. Il se recentre sur l'opposition au marché et à la globalisation financière, dans le moment où cette opposition est assurée d'une forte visibilité médiatique, par le biais notamment d'un ensemble de contestations qui se développent et s'exhibent violemment à travers les démonstrations altermondialistes et les forums sociaux. Cependant, d'un côté, sa participation au gouvernement de la « Gauche plurielle » l'implique de fait dans la politique néolibérale qu'il conteste, alignée sur les traités de l'Union européenne. De l'autre côté, la « mutation » normalise le parti, tant dans son fonctionnement interne qu'à travers la fabrication de son image, en le faisant entrer sur le marché que constitue la sphère médiatique[3].

La municipalité de Claves est dans une situation analogue. D'un côté, elle cherche l'identification et l'adhésion des citoyens de la commune à l'opposition au marché et au libéralisme, s'arc-boutant à la défense des services publics. De l'autre, elle est conduite, bon gré mal gré, à appliquer les politiques impliquant une régulation par le marché. En outre, les modes d'intervention de la municipalité se trouvent de fait touchés par une forme de normalisation et de standardisation à travers le montage de projets pour l'obtention de financements externes, et la multiplication des contrats locaux avec l'État, conclus à l'initiative de la préfecture. Cette contradiction n'échappait pas aux principaux dirigeants locaux de la municipalité ou du PCF. Dans les semaines qui suivirent la mise en place de la communauté d'agglomération le maire de Claves réactivait et prenait la tête de l'Association des élus communistes et républicains du Pas-de-Calais à laquelle il adjoignait une structure destinée à la formation des élus à la gestion intercommunale (technique). Il renouvelait

[3] Voir l'analyse détaillée dans L. Bazin (2004).

intégralement son entourage de conseillers et recrutait notamment un « chef de projet » dont la mission était de réaliser les dossiers destinés aux demandes de subvention. Surnommé « le mercenaire » par ses collègues — qui s'identifiaient à l'inverse à des « militants » — ce dernier se désignait lui-même comme « l'agent de la pénétration de la marchandisation dans la mairie ». Quelle que puisse être la volonté des élus locaux autant que des militants communistes de « résister » à la progression du marché, leur potentialité de dissidence se voyait largement réduite à une existence rhétorique.

Dans le cadre qui vient d'être esquissé, le terme de résistance est donc un mot d'ordre politique porté par la mairie, mais aussi par des militants de la section du parti communiste ou des réseaux associatifs. C'est à travers cette notion de résistance que se construit l'assise symbolique de l'autorité municipale, la résistance au marché venant occuper la place des luttes ouvrières d'autrefois, devenues objets de « mémoire » ou d'exposition muséale folklorisée. C'est aussi à travers cette notion de résistance que vient aujourd'hui se construire le sens de l'action et des combats menés par les divers acteurs considérés, renforçant une conscience aiguë de leur marginalisation et de leur isolement croissants. Résistance contre le marché, les politiques de l'Union européenne, la politique économique du gouvernement et le démantèlement des services publics, les délocalisations et les licenciements boursiers, la « mutation du parti communiste » : la résistance, dans ce contexte, articule un ensemble de luttes et agrège les divers adversaires tout en les démultipliant. Cette adversité multiforme s'avère avant tout abstraite et distante, conséquence et cause d'une déconnexion du parti communiste d'avec luttes concrètes du travail. Elle n'est plus comme autrefois articulée aux luttes et mobilisations de travail et aux modes de sociabilité forgés dans l'univers de la mine et trouvant ses prolongements dans les cités minières. Elle prend appui au contraire dans la gestion municipale du manque de travail et d'emploi, tandis que l'extériorisation du travail par rapport à l'espace urbain ainsi que l'hétérogénéité des situations d'emploi ont progressivement coupé l'activité politique militante de ses creusets syndicaux. Paradoxalement, cette adversité ne prend un visage concret qu'à l'intérieur même du parti, et engendre de ce fait une multitude de contradictions et de conflits. L'une de ces contradictions est bien la désactivation de la capacité d'action et de production des rapports sociaux qui caractérisaient autrefois le parti communiste, et son confinement dans ce qu'on pourrait désigner comme de la politique-fiction[4]. A travers ce terme, et dans ce cas précis, il ne s'agit pas de suggérer irréalisme ou cynisme dans les positionnements politiques et idéologiques, mais de caractériser une situation telle que le rapport politique se produit à travers la médiation de l'industrie de la communication. On reviendra sur cet aspect après avoir examiné la situation observée sur le terrain ouzbékistanais.

Mieux, moins cher, plus vite !!!

« Mieux, moins cher, plus vite !!! » Telle est, appuyée de trois points d'exclamation pressants, la devise inscrite sur les enveloppes contenant la paye des ouvrier-es de la grande filature de coton de Tachkent, la capitale de l'Ouzbékistan. La firme qu'on appellera tout simplement TZ, pour Tekstil Zavodi (usine textile), est une filiale d'un groupe Coréen, dont le capital appartient pour moitié à l'État ouzbékistanais. Elle emploie 1800 ouvriers, en majorité des femmes âgées de 18 à 25 ans recrutées dans les villages environnant Tachkent.

L'entreprise est significative des nouvelles formes de travail qui, en Ouzbékistan, ont remplacé les modalités spécifiques de salariat instaurées par l'URSS. La classe ouvrière qu'avait mise en place l'Union soviétique disposait de rémunérations relativement élevées, de protections sociales et d'un ensemble de prestations assurées par les syndicats (*provsoyuz*)

[4] J'emprunte ce terme au titre d'un recueil de nouvelles du romancier Manuel Vasquez Montalbán (*Histoires de politique fiction*, éd. 10/18, 1990), mais en lui donnant bien sûr une tout autre signification.

dont c'était la principale fonction (depuis les centres de vacances jusqu'à l'accès au logement). Très « internationale » dans sa composition, selon la terminologie soviétique qui désignait comme « nationalités » les différentes composantes de l'Union, cette classe ouvrière s'est presque entièrement désagrégée après l'effondrement du communisme. L'éclatement de l'URSS a en effet entraîné un démantèlement de l'économie intégrée du système soviétique. La politique du gouvernement, officiellement qualifiée de « transition graduelle » — par opposition à la libéralisation brutale, dite « thérapie de choc », adoptée par la Russie, le Kazakhstan ou encore le Kirghizstan — a théoriquement évité les licenciements massifs ; dans les faits, elle n'a guère protégé les salariés. Tandis que les crises d'hyperinflation et la raréfaction des liquidités érodaient les salaires, la chute d'activité des entreprises provoquaient de fréquentes et souvent longues suspensions des rémunérations. Les migrations dites « de retour » vers une autre République de l'ex-URSS ont été massives, encouragées par l'ouzbékisation de l'État et de la société engagée par le pouvoir, qui a fait du « renouveau » de l'« identité nationale » ouzbèke la nouvelle idéologie d'État, en remplacement du communisme qui avait disparu de lui-même. L'effondrement économique de l'agriculture engendre des migrations tout aussi massives des paysans vers les villes. Le gouvernement ouzbékistanais ayant maintenu le permis de résidence et de travail (*propiska*) instauré par l'Union soviétique, la grande masse des ruraux qui forme une nouvelle classe ouvrière prolétarisée se retrouve dans la position de migrants illégaux en quête de sources de revenus. Les *mardikor*, travailleurs « au jour la journée »[5] qui se rassemblent le long des routes ou près des marchés urbains, en quête d'un employeur occasionnel pour quelques heures ou quelques jours, est le phénomène emblématique de cette nouvelle prolétarisation qui touche les campagnes où, selon une expression répandue parmi eux, « il y a du travail mais pas d'argent ».

Créée en 2000, la filature TZ puise sa main-d'œuvre dans cette « armée de réserve » qu'est devenue la population des campagnes. Elle employait à l'origine des tachkentois-es, avant d'opter pour cette force de travail rurale, réputée plus docile et se contentant de salaires moindres, qu'elle achemine quotidiennement au moyen d'un réseau de bus, de leurs lointains villages à l'usine, trois fois par jour pour assurer une rotation des trois-huit. Le turn-over est très rapide : le chef d'atelier estime qu'une centaine d'ouvrier-es abandonnent leur poste chaque mois tant le travail est pénible, pour des salaires compris entre 25 et 40 000 soums (25 et 40 US$). Rapporté à l'année, cela représente les deux tiers du nombre d'ouvrier-es. Lors des entretiens menés en dehors des lieux de travail les ouvriers caractérisent en effet leur travail par sa pénibilité et par l'intransigeance de la discipline, énumérant spontanément les interdictions et les sanctions qu'ils encourent et évoquant la surveillance constante et pesante des *master* coréens de l'entreprise pourtant en très petit nombre (une demi-douzaine). Ce sont les paysannes ouvrières plus encore que leurs homologues masculins, qui se plaignent ainsi de la dureté de l'ordre de l'usine. Elles sont en effet fixées à leur poste de travail, devant les machines, ont interdiction formelle de s'asseoir, de se déplacer, de parler, en particulier aux hommes, toute transgression pouvant déboucher sur une amende prélevée sur le salaire, ou un pur et simple congédiement. Le rythme est harassant : à la journée de travail s'ajoute la durée des transport (deux heures, parfois quatre heures de trajet par jour pour les plus éloigné-es) ; il n'y a aucun jour de repos et lorsqu'arrive la fin de la semaine de travail, les équipes démarrent la plage horaire de leur nouvelle semaine après 8 heures de repos seulement. L'équipe de nuit qui termine le samedi à 7h00 commencera par exemple sa nouvelle semaine le jour même à 14h00. La pause du repas est d'une demi-heure, avec quinze minutes de queue ; les ouvrières en particulier s'attardent à raconter leur dégoût pour une nourriture étrangère qu'elles jugent

[5] Selon l'expression de Robert Castel (1995).

immonde et qu'elles sont forcées d'avaler en quinze minutes, tout refus de manger étant sanctionné par une amende équivalent à la moitié de leur salaire journalier.

Si les ouvrières, plus encore que les ouvriers, insistent d'emblée lors des entretiens sur la pénibilité du travail, l'intransigeance de la discipline, la surveillance constante des *master* coréens, leur dégoût pour la cantine, à aucun moment l'ordre contraignant et pressant de l'usine n'est rejeté, dénoncé ou ne suscite de propos indignés. La dureté du travail et de la discipline est au contraire explicitement acceptée, les ouvriers se bornant à constater que ceux qui ne peuvent supporter la pénibilité du travail abandonnent leur poste et cessent de venir travailler, alimentant ainsi le turnover de la main-d'œuvre. Une règle supplémentaire interdit à quiconque a perdu son emploi d'être ultérieurement réembauché dans l'usine.

Ce discours d'acceptation organise une représentation du pouvoir dans l'usine, qui définit celui-ci comme arbitraire, opaque, inaccessible. Si le délégué syndical ou le chef d'atelier (ouzbek) sont porteurs d'une certaine vision de la politique de l'entreprise en matière de congés ou de gestion de la main-d'œuvre, ce n'est pas le cas des ouvriers qui évoquent la direction comme un monde lointain, à part, hors de leur portée. Les stratégies et politiques de la direction ne font l'objet d'aucune tentative d'intelligibilité, ni pour les approuver, ni pour les contester, ni pour en négocier les termes ou en aménager les conditions, ni même pour les commenter. Il n'existe dans ces représentations aucune structure de communication entre la direction de l'entreprise et la strate des ouvriers. Ni le syndicat, ni les acteurs intermédiaires du pouvoir n'apparaissent comme un relais de la communication entre la direction et les travailleurs de l'usine, qui se qualifient volontiers de « travailleurs noirs » (*qora ishchilar*). L'expression de travail noir (*qora ish*) traduit en effet la situation de souffrance, de pénibilité du travail et d'indignité des conditions de vie. Cette expression est répandue dans l'ensemble des situations de travail sur lesquelles a porté mon enquête : la nouvelle classe ouvrière ouzbékistanaise, qu'elle travaille de manière « informelle », dans des unités artisanales, ou dans des usines, s'autodésigne communément par ce terme, marquant ainsi une différence avec la condition de la classe ouvrière soviétique. A TZ, ce terme rassemble dans une désignation commune les trois échelons hiérarchiques que sont les ouvrier-es, les cheffes d'équipe (*lider*) et les contremaîtres (*master*) ; il n'y a pour tout encadrement, face à cette masse des « ouvriers noirs », que les six *master* coréens et le chef d'atelier (ouzbek).

Un aspect remarquable de la situation observée est que le pouvoir est situé comme étranger : ce sont les « Coréens » qui le détiennent, de manière discrétionnaire, avec un double échelon, les master coréens apparaissant comme un relais de la présidence de l'entreprise. Ce pouvoir ethnicisé est dans ce cadre d'autant plus notable qu'on reconnaît, dans les caractéristiques qu'on lui attribue, les éléments saillants qui composent les représentations du pouvoir politique. Ce dernier se caractérise en effet, dans les visions populaires, par sa dangerosité, son caractère tyrannique, son opacité et sa distance avec la population. Il s'agit d'un pouvoir arbitraire et menaçant, qu'on ne peut imaginer défier ou affronter sans encourir un danger de mort. Le simple exercice de la parole est estimé périlleux. La situation observée dans l'usine TZ a donc ceci de paradoxal. L'autorité est identifiée à des acteurs étrangers mais les représentations reconstituent dans l'entreprise une forme de pouvoir calqué sur le politique, comme si celui-ci était trop épouvantable, au sens premier du terme, pour qu'aucun écran ni aucune médiation ne puisse s'interposer entre la force oppressive de l'État et les acteurs.

Enfin, cette conjonction du pouvoir dans le rapport à l'État et dans l'espace de l'entreprise se trouve en congruence avec un autre champ social : celui de la famille, où l'autorité des parents apparaît sacralisée par la tradition. Il est ici nécessaire d'expliquer la conception du lien entre autorité parentale et tradition, et son rapport au pouvoir politique. Cette sacralisation de l'autorité par la tradition s'exprime à travers la question du mariage, qui s'avère la préoccupation centrale. Emblème de la retraditionnalisation de la société, le

mariage — au cœur de la parenté — est d'autant plus sublimé que les autres champs sociaux s'avèrent piégés : la sphère du travail est l'objet d'une dévalorisation, celle du politique est dangereuse, et le champ religieux n'est guère plus ouvert car il est étroitement encadré par l'État, qui réprime tout signe de radicalisme ou de trop grande piété.

L'impossibilité d'investir ces différents champs sociaux confère plus de force au devoir des parents de marier leurs enfants, qui devient une véritable obsession. Organiser un mariage implique une négociation entre les deux familles, accompagnée de prestations de la famille du fiancé, de la préparation du trousseau (famille de la jeune fille) et des biens du futur couple (famille du jeune homme) ; il faut ensuite engager les dépenses liées à la fête du mariage elle-même. Il s'agit du moment essentiel de la dépense des ressources accumulées par les familles, dépense qui aspire les revenus tirés du travail. Les jeunes hommes ou femmes rencontrés dans l'usine travaillent donc souvent pour permettre l'accumulation des ressources nécessaires à l'organisation des mariages. Le revenu tiré de l'activité salariale n'est généralement pas utilisé à des fins personnelles : remis au père, ou à la mère, selon les cas, il est collectivisé dans la sphère familiale et contribue à la consolidation de celle-ci. Le mariage, à travers la dépense qu'il occasionne et par la faculté du père ou de la mère d'imposer le choix du conjoint, est le moment crucial qui donne lieu à la réaffirmation de la prééminence de l'autorité parentale sur les jeunes générations. Les jeunes gens rencontrés au cours de l'enquête ne tentent pas de se soustraire à cette autorité, même lorsqu'un mariage leur est imposé contre leurs propres désirs ou sentiments, ce qui est le cas le plus fréquent. Leur obligation de se soumettre est systématiquement renvoyée à la notion de tradition, évoquée par le terme *o'zbekchilik* : « ce qui est ouzbek ». Ce vocable, qui désigne la norme supposée de l'identité nationale, est invoqué immanquablement pour expliquer la nécessité de réfréner les désirs et volontés individuels au nom du renouveau des traditions nationales[6]. Il intervient comme un opérateur de soumission, qui articule la sphère des rapports familiaux avec celle de l'État, puisque ce dernier se réclame de l'identité nationale, sa nouvelle idéologie officielle, et recherche une sublimation des « traditions » ouzbèkes.

Mises en scènes de la domination et politique-fiction

Le sentiment de peur et d'oppression suscité par l'État est tangible dans les enquêtes de terrain en Ouzbékistan : les entretiens avec l'ethnologue constituent pour les acteurs la transgression potentiellement angoissante d'un interdit puisque le président de la république est le seul détenteur légitime de la parole et que la rhétorique officielle nie sans pudeur l'existence de quelque problème socioéconomique que ce soit, en total décalage avec la réalité quotidienne. Les « ouvriers noirs » transgressent donc l'autorité de l'État dans le simple fait de se désigner ainsi. Lorsque les acteurs ne choisissent pas d'esquiver les entretiens ou de leur opposer une langue de bois formelle, l'enquête opère comme un dispositif particulier dans lequel l'interdiction de parole est enfreinte face à un tiers étranger : elle l'est parfois ouvertement lorsque l'interlocuteur signale par exemple sa volonté de révéler « la vérité » pour que l'ethnologue la fasse connaître au-delà des frontières de l'Ouzbékistan. Il s'agit alors le plus généralement d'évoquer les conditions de vie misérables du « peuple noir » (*qora xalq*) et la situation d'humiliation qui en dérive pour le pays.

L'enquête ethnologique se présente donc comme un moment où les acteurs opèrent une sorte de mise en scène de leur impuissance face à l'oppression exercée par un régime politique brutal et autoritaire, en même temps qu'ils la défient. Une semblable mise en scène de la soumission s'impose face à la sphère familiale, au sein de laquelle elle est d'ailleurs prescrite par les règles de parenté et la « tradition » (*o'zbekchilik*) ; elle est de règle également, ainsi qu'on l'a vu, vis-à-vis du pouvoir dans l'entreprise. Mais c'est bien l'autorité

[6] Voir L. Bazin, partie 1 « Ouvriers paysans », in L. Bazin, B. Hours & M. Selim (2009).

politique qui est défiée dans l'interlocution avec l'ethnologue, en général sans donner lieu à des critiques ou des attaques ouvertes, les propos se bornant à indiquer implicitement ou explicitement l'écart entre la rhétorique d'État et la réalité des conditions de vie.

Le terme « mise en scène » ne doit pas être compris péjorativement, mais dans le sens d'une mise en représentations de la soumission face au pouvoir et à la domination, qui prend ici un caractère ostentatoire. L'oppression politique, qui suscite la terreur et engendre un sentiment d'impuissance, intervient dans ce cadre comme élément essentiel de la communication. Durant ces années 2004-2006, la blague la plus courante que chacun se plait à reprendre et à répéter inlassablement fait intervenir le leader ultranationaliste russe Vladimir Jirinovski, félicitant le président d'Ouzbékistan d'être le propriétaire d'un troupeau de 25 millions de moutons, soit la population ouzbékistanaise, soumise et passive. La blague s'accompagne toujours d'un second niveau : lors d'une seconde entrevue, Jirinovski désignerait les Ouzbékistanais comme un peuple de carpes, c'est-à-dire réduit au silence. La mise en scène discursive de l'écrasement vient signifier l'unité du « peuple noir » face à la tyrannie de l'État et maintient symboliquement cette dernière à distance.

L'enquête réalisée dans le Pas-de-Calais obéit à une logique inverse de mise en scène de la résistance et de la rébellion face au pouvoir et aux injustices. Une véritable demande d'observation est exprimée par l'ensemble des acteurs associatifs ou politiques, qui invitent l'ethnologue à assister à la multitude d'événements qui ponctuent la vie de la commune. Elle est liée au désir de faire la démonstration de la combattivité investie, contre l'implacabilité de la relégation, contre la domination exercée par les marchés, contre l'orientation des politiques économiques menées dans le cadre de l'Union européenne, source de destruction des services publics, mais aussi contre la situation d'indigence et d'indignité qui caractérise la population de la ville dans son ensemble. Dans ce contexte c'est la mise en scène de la résistance qui constitue le dispositif de la communication. A l'inverse, les acteurs esquivent souvent les demandes d'entretiens individuels formulées par l'ethnologue, ce qui montre bien que, dans le cadre de l'enquête, la logique de mise en scène du collectif prime sur l'exposition des itinéraires individuels et le dévoilement des conflits internes à l'espace communal. La domination est ici largement dépersonnalisée et déréalisée : elle se signifie à travers des processus — désindustralisation, globalisation, marchandisation — qui figurent comme « rouleaux compresseurs » ; cette domination est donc exercée par des acteurs qui s'avèrent abstraits et demeurent hors de portée : Union européenne, marchés financiers.

Entre la mise en scène de l'écrasement politique sur le terrain ouzbékistanais, et la mise en scène de la résistance sur le terrain français, il existe une différence essentielle. Dans le premier cas, la mise en représentation du politique et de l'impuissance qu'il engendre intervient dans une société où il n'existe pas de champ politique. Le spectacle — pour reprendre le terme de Guy Debord (1967) — est un monopole d'État et se réduit à une rhétorique officielle grossièrement mensongère centrée sur les « réalisations de l'indépendance » et l'exaltation de l'« identité nationale ». Le discours présidentiel est véhiculé par les médias, strictement contrôlés par l'État ; la demi-douzaine de livres publiés par le président sont diffusés et enseignés pour être récités en toute occasion. Ce dispositif sacralise le pouvoir d'État et son représentant : le président est l'instance supérieure dont tout émane. Si une certaine efficacité symbolique de ce dispositif est indéniable, la population se détourne néanmoins largement du discours véhiculé, et préfère d'ailleurs regarder la télévision russe plutôt qu'ouzbékistanaise. La méfiance vis-à-vis de la rhétorique officielle est telle que les bulletins météorologiques sont parfois considérés comme des falsifications délibérées. La politique-fiction est ici l'œuvre de l'État et la résistance est indicible, inimaginable même, car elle serait synonyme de danger de mort : elle se confond donc avec une mise en scène ostentatoire de l'écrasement. Dans ce contexte où le modèle spécifique du travail salarié mis en place par l'URSS a brusquement disparu et a laissé place à un travail

« noir », déprécié, assimilé à une débrouille hasardeuse et honteuse, les classes populaires recherchent cependant leurs moyens de subsistance dans l'autonomie vis-à-vis de l'État, sans rien attendre de la puissance publique : il s'agit là encore de la maintenir à distance[7].

Dans le cas français, le cadre est tout autre. Dans ce contexte, le politique est entré depuis longtemps dans un fonctionnement médiatique qui opère comme un vaste marché. Les acteurs des mouvements sociaux contemporains sont généralement très conscients que leur efficacité politique dépend de leur capacité à attirer l'attention médiatique, c'est-à-dire à fabriquer efficacement une marchandise destinée à être mise en spectacle. La production de ces marchandises politiques repose sur une industrie de la communication dont l'ingénierie est de plus en plus complexe, aussi bien du point de vue des processus économiques que de la sophistication des techniques. Le spectacle n'est pas seulement une marchandise, mais également un marché, destiné à entretenir les logiques de la consommation. L'audimat qui mesure l'audience télévisuelle (et ses équivalents sur les autres médias : journaux, radios, sites web) confronte une offre de produits télévisuels et sa demande : elle est donc homologue d'un prix. Cette fiction de prix n'a elle-même de sens et d'intérêt que si la valeur ainsi créée peut être convertie sur un autre marché : celui de la publicité. L'industrie médiatique conjugue sa fonction de divertissement et d'information par les journaux, magazines et reportages. Elle tend à les confondre dans leur mise en spectacle et leur transformation en marchandise. Car elle poursuit sa propre finalité économique, aujourd'hui exacerbée par la concurrence et l'exigence de rentabilité. Cette finalité consiste en particulier à transformer chacun de ses produits en faire-valoir pour d'autres marchandises (sur le marché de la publicité), dressant ainsi un réseau complexe entre les différents types de marchandises. La sophistication des techniques de marketing opère une transformation de la nature des spectacles proposés et de la nature des discours (informations, reportages, magazines) tenus sur les médias. Il ne s'agit pas simplement de susciter de l'émotion pour vendre des « parts de cerveaux »[8], mais plus encore de créer un brouillage toujours plus poussé de la fiction et de la réalité : les dernières inventions, à l'instar du *story telling* ou de la télé-réalité le disent assez clairement — rien n'y est « réel », mais cela n'a pas d'importance, car la fiction a pris la place du réel. Il ne s'agit plus simplement de proposer une lecture de la réalité : les médias entreprennent de fabriquer une fiction de réalité, qu'il est bien plus facile de produire et de vendre[9]. De ce point de vue, la différence n'est pas si grande avec l'Ouzbékistan où, l'État s'érigeant en détenteur de la vérité, la réalité ne saurait avoir d'existence en elle-même, en dehors de la fiction qu'en produit l'État.

Cette industrie du spectacle fait donc entrer la politique comme marchandise dans son procès économique, et la transforme en politique-fiction. A l'instar de l'audimat, le sondage d'opinion est la technique qui permet d'assurer le fonctionnement de la politique comme marché, en confrontant une offre politique avec une demande, créant par ce procédé la

---

[7] La situation est inverse en Algérie, où l'industrialisation des années 1970 a laissé place à un phénomène d'informalisation du travail qui s'est accéléré dans les deux dernières décennies : l'attente vis-à-vis de l'État demeure vive et produit une dette de la puissance publique envers la société, entretenant un climat de conflictualité exacerbée. Cf. L. Bazin (2013) ; L. Bazin & M. Selim (2012).

[8] Pour une analyse de l'évolution de la publicité télévisuelle liée aux avancées des théories du marketing, on pourra consulter par exemple M. Benilde (2007). « Vendre des parts de cerveaux » est bien sûr l'expression utilisée par Patrick Le Lay, PDG de TF1, en juillet 2004, pour décrire son métier. Cf. « Le Lay (TF1) vend du "temps de cerveaux disponible" », ACRIMED, 11 juillet 2004 http://www.acrimed.org/Le-Lay-TF1-vend-du-temps-de-cerveau-humain-disponible.

[9] Les travaux sur les médias en France (cf. P. Bourdieu ou S. Halimi, notamment) mettent en avant le caractère auto-référentiel de l'information. La thèse réalisée par Jérôme Berthaut (2012) montre, dans le fonctionnement des journaux télévisés, que les images recueillies — dont on sait la force de manipulation — et les témoignages collectés par les équipes de reporters ne servent qu'à illustrer un discours préconstruit par la commande des rédaction.

simulation d'un prix : la mesure des « préoccupations des Français », la cote des personnalités politiques. Cette « cote » se comporte d'ailleurs de la même manière que son éponyme sur les bourses : elle varie quotidiennement, est sujette à de brusques effondrements ou s'envole dans une bulle d'euphorie... Il s'agit bien d'une fiction — mais toute valeur a une existence imaginaire. Néanmoins, l'effet de cette politique-fiction imprègne la société, comme le montre l'exemple du parti communiste, happé dans la marchandisation du politique au moment où les conflits sociaux s'organisent précisément en France autour de la contestation de la marchandisation — et drastiquement dévalué dès qu'il s'y est positionné.

En Ouzbékistan, la puissance du régime politique — qui maintient sa domination sur l'économie — gîte doublement dans son ancrage idéologique de l'identité nationale et dans la peur de la répression qu'il suscite. Indicible, la résistance trouve sa voie dans la distance séparant la fiction de réalité produite par l'État de la vie quotidienne : celle-ci s'organise en dehors de lui car, malgré ses dispositifs de surveillance, l'État s'avère incapable de contrôler la société pour la rendre conforme à ses projections. Il s'en soucie d'ailleurs peu, au contraire du régime soviétique qui l'a précédé. En France, au cœur de l'Union européenne, l'État organise sa propre soumission au marché comme le révèlent au grand jour les développements des crises financières depuis 2007 ; il a par ailleurs fait du marché une technique de pouvoir — selon le terme que Foucault appliquait à la discipline — extraite de son cadre économique pour être implantée de manière volontariste et artificielle dans tous les secteurs de la société. Le marché acquiert de ce fait une force d'imposition et d'évidence : il est le modèle par excellence des échanges sociaux. La résistance est d'autant plus exaltée qu'elle trouve sa source dans le registre même de la légitimité de l'État ; elle prend pour objet ce qui fait le cœur de la domination : le marché. Mais la force du capitalisme libéral réside précisément dans sa capacité à incorporer toute contestation à son propre fonctionnement, à la déréaliser pour l'intégrer à l'univers de la marchandise. La fabrique des marchandises politiques est donc au cœur de ce système de domination et de sa capacité d'agir sur les rapports sociaux réels. La politique-fiction ne détruit pas la faculté de dissidence et de contestation des acteurs ou des groupes sociaux, elle la stimule au contraire, et en devient le médiateur, le catalyseur. Elle limite néanmoins son champ d'application, influence son imaginaire et sape ses fondements. Car elle introduit un brouillage bien plus complet de la réalité et de la fiction que ne parvient à le faire la dictature ouzbèke. La résistance peut donc devenir un spectacle… tout à fait passionnant : elle s'en vendra d'autant mieux.

Références bibliographiques

Bazin L., 2004 : « Relégation, marché et désactivation du militantisme communiste », *Journal des anthropologues*, 96-97 : 71-108.

Bazin L., 2013 : « L'État endetté en Algérie. Demande d'État, conflits sociaux et ressorts imaginaires du pouvoir », in P. Ould-Ahmed & B. Hours (dir.) : *Dette de qui ? Dette de quoi ? Une économie anthropologique de la dette* : 171-200.

Bazin L., Hours B. & Selim M., 2009 : *L'Ouzbékistan à l'ère de l'identité nationale. Travail, science, ONG*. Paris, L'Harmattan.

Bazin L. & Selim M., 2012 : « Travail, sexe, État. Une démarche anthropologique », *Variations* [en ligne], 17. http://variations.revues.org/360

Benilde M., 2007 : *On achète bien les cerveaux*. Paris, Raisons d'agir.

Berthaut J., 2012 : *La banlieue sur commande. Enquête sur l'intériorisation d'un sens commun journalistique*. Thèse de doctorat en sociologie, université Paris 7.

Castel R., 1995 : *Les métamorphoses de la question sociale*. Paris, Fayard.

Debord G., 1992 [1967] : *La société du spectacle*. Paris, Gallimard.
Foucault M., 1975 : *Surveiller et punir*. Paris, Gallimard.